# RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Exercice terminé le 31 mars 2016



# TABLE DES MATIÈRES

Exercice terminé le 31 mars 2016

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	1
ÉTATS FINANCIERS :	
Produits et charges	3
Évolution de l'actif net	4
Bilan	5
Flux de trésorerie	6
NOTES COMPLÉMENTAIRES	7
AUTRES RENSEIGNEMENTS:	
Annexe A - Projets et ententes	12
B - Produits autonomes	12
C - Charges de fonctionnement	13
D - Mandats spéciaux	13





### RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Sainte-Agathe-des-Monts

124, rue Saint-Vincent Sainte-Agathe-des-Monts Qc J8C 2B1 T.819 326.3400 F.819 326.8839

Saint-Jérôme

3-4-255, rue De Martigny O. Saint-Jérôme Qc J7Y 2G4 T.450 432.8625 F.450 432.8868

Mont-Tremblant

969, rue de Saint-Jovite bur. 201, Mont-Tremblant Qc J8E 3J8 T.819 425.8691 F.819 425.9266

Sainte-Adèle

916, boul. de Sainte-Adèle bur.112, Sainte-Adèle Qc J8B 2N2 T.450 229.2987 F.450 229.7749

Lachute

408A, rue Principale Lachute Qc J8H 1Y2 T.450 562.3775 F.450 562.1757

Blainville

905, boul. Michèle-Bohec bur. 100, Blainville Qc J7C 5J6 T. 450 971.1550 F 450 971 4646

Rivière-Rouge

709, rue de l'Annonciation Nord Rivière-Rouge Qc J0T 1T0 T.819 275.1666 F.819 275.1113 Aux administrateurs du Conseil de la culture des Laurentides

# Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du CONSEIL DE LA CULTURE DES LAURENTIDES, qui comprennent le bilan au 31 mars 2016, et les états des produits et charges, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'organisme portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### **Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du CONSEIL DE LA CULTURE DES LAURENTIDES au 31 mars 2016, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

amyot Gélinas, s.e.n. c. x.l.

Comptables professionnels agréés

Saint-Jérôme le 8 juin 2016



-2-

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> CPA auditrice, CA permis de comptabilité publique n° A126493

PRODUITS ET CHARGES Exercice terminé le 31 mars	2016				2015	
Exercise termine is 31 mars		201	Fonds des	_	2013	
	Fonds d'adn	ninistration	immobili-			
	Prévisions	Réalisation	sations	Total	Total	
PRODUITS						
Contributions						
Ministère de la Culture et des Communications	183 689 \$	180 744 \$	- \$	180 744 \$	216 104 \$	
Conseil des arts et des lettres du Québec	16 269	18 769		18 769	16 269	
	199 958	199 513	-	199 513	232 373	
Projets et ententes (annexe A)	200 000	317 315	-	317 315	90 042	
Autonomes (annexe B)	44 210	51 639		51 639	36 519	
	444 168	568 467	-	568 467	358 934	
CHARGES						
Projets et ententes (annexe A)	185 000	319 015	-	319 015	90 151	
Fonctionnement (annexe C)	243 058	233 346	-	233 346	249 388	
Mandats spéciaux (annexe D)	14 700	15 515	-	15 515	18 281	
Amortissement des immobilisations corporelles	1 410		1 237	1 237	1 709	
	444 168	567 876	1 237	569 113	359 529	
RÉSULTAT	- \$	591 \$	( 1 237) \$	( 646) \$	( 595) \$	



<b>ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET</b> Exercice terminé le 31 mars		2015			
	Fonds des Fonds d'ad- immobili- Fonds de				
	<u>ministration</u>	<u>sations</u>	<u>réserve</u>	Total	Total
SOLDE AU DÉBUT	12 036 \$	4 653 \$	24 000 \$	40 689 \$	41 284 \$
Résultat	591	( 1 237)		( 646)	( 595)
SOLDE À LA FIN	12 627 \$	3 416 \$	24 000 \$	40 043 \$	40 689 \$



BILAN 31 mars	2016	2015
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse Placements temporaires Débiteurs (note 3) Charges payées d'avance	41 619 \$ 584 28 124 394	144 594 \$ 584 34 199 1 807
	70 721	181 184
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 4)	3 416	4 653
	74 137 \$	185 837 \$
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs (note 6) Produits reportés	23 196 \$ 	19 604 \$ 125 544
	34 094	145 148
ACTIF NET		
Investi en immobilisations Grevé d'affectations d'origine interne (note 7) Non grevé d'affectations	3 416 24 000 12 627	4 653 24 000 12 036
	40 043	40 689
	74 137 \$	185 837 \$
ENGAGEMENTS CONTRACTUELS (note 8)		
POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION, administrateur		
, administrateur		



FLUX DE TRÉSORERIE Exercice terminé le 31 mars		2016		2015
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Résultat	(	646) \$	(	595)\$
Élément n'impliquant aucun mouvement de trésorerie : Amortissements		1 237		1 709
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux		591		1 114
activités d'exploitation		103 566)		107 527
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE	(	102 975)		108 641
ENCAISSE AU DÉBUT		144 594		35 953
ENCAISSE À LA FIN		41 619 \$		144 594 \$



# **NOTES COMPLÉMENTAIRES**

31 mars 2016

#### 1. STATUTS ET OBJECTIF

L'organisme est constitué comme un organisme sans but lucratif en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (Québec). Son objectif est d'appuyer le développement des arts et de la culture sur son territoire. Il regroupe, représente et offre des services aux intervenants de l'ensemble des domaines artistiques et culturels des Laurentides. La concertation menée par le Conseil de la culture des Laurentides conduit à des actions de sensibilisation, de représentation, de promotion et de développement auprès des principaux acteurs du milieu culturel régional et lui permet de jouer un rôle-conseil auprès de différents partenaires.

#### 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

#### **Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur les informations à fournir concernant les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

#### Comptabilité par fonds

Les produits et les charges afférents à la prestation des services et à l'administration de l'organisme sont présentés dans le fonds d'administration.

Le fonds d'immobilisations comprend les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux immobilisations.



### NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2016

# 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

#### Constatation des produits et des apports

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports.

Les apports affectés sont constatés à titre de produits du fonds approprié dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits du fonds approprié lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les produits de placements non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont gagnés.

Les commandites, sous forme de biens et services reçus à titre gratuit, ne sont pas constatées dans les états financiers de l'organisme.

# **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode du solde décroissant aux taux suivants :

Équipement informatique 30 % Mobilier de bureau 20 %

### Évaluation des instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent de l'encaisse, des placements temporaires, des comptes clients et des contributions gouvernementales à recevoir.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent des comptes fournisseurs et des salaires et vacances courus.



# NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2016

3.	DÉBITEURS	2016	2015
	Clients	7 644 \$	7 361 \$
	Taxes	9 004	5 077
	Contributions gouvernementales	11 476	21 761
		28 124 \$	34 199 \$

# 4. IMMOBILISATIONS

CORPORELLES		2015		
		Amortis-		
	Coût	sement <u>cumulé</u>	Valeur nette	Valeur nette
Équipement informatique Mobilier de bureau	45 464 \$ 20 843	43 323 \$ 19 568	2 141 \$ 1 275	3 060 \$ 1 593
	66 307 \$	62 891 \$	3 416 \$	4 653 \$

#### 5. EMPRUNT BANCAIRE

L'organisme dispose d'une marge de crédit d'un montant maximum autorisé de 40 000 \$, renouvelable annuellement et garantie par les contributions gouvernementales à recevoir et autres créances. Tout emprunt bancaire, relatif à cette marge de crédit, porte intérêt au taux de 6,7 %.



# NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2016

6. CRÉDITEURS	2016	2015
Fournisseurs	5 041 \$	3 219 \$
Salaires et vacances	<u> 18 155</u>	16 385
	23 196 \$	19 604 \$

### 7. VIREMENTS INTERFONDS ET ACTIF NET GREVÉ D'AFFECTATIONS D'ORIGINE INTERNE

Au cours de l'exercice précédent, un montant total de 24 000 \$ a été viré du fonds d'administration au fonds de réserve pour pourvoir à l'acquisition d'équipement pour un montant de 12 000 \$ et pour pourvoir aux frais éventuels d'un déménagement pour un montant de 12 000 \$. L'organisme ne peut utiliser à d'autres fins les montants grevés d'affectations d'origine interne sans le consentement préalable du conseil d'administration.

#### 8. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

L'organisme s'est engagé par baux et par contrats de location-exploitation. Le solde des engagements suivant ces baux et contrats s'établit à 72 883 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

2017 - 23 746 \$ 2018 - 23 746 \$ 2019 - 23 746 \$ 2020 - 1 645 \$



### NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2016

#### 9. INSTRUMENTS FINANCIERS

#### **Risques et concentrations**

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de l'organisme aux risques à la date du bilan, soit au 31 mars 2016.

#### Risque de crédit

L'organisme consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Il effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et n'a pratiquement jamais de mauvaises créances.

Pour les subventions à recevoir, l'organisme évalue, de façon continue, les montants à recevoir sur la base des montants qu'il a la quasi-certitude de recevoir en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

### Risque de marché

Le risque de marché inclut trois types de risques : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre. L'organisme est principalement exposé au risque de taux d'intérêt.

## Risque de taux d'intérêt

L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable, tels que les placements de portefeuille. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent l'organisme à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.



# ANNEXES A ET B - AUTRES RENSEIGNEMENTS

	2016				2015
Produits	Charges		Total		Total
42 241 \$	42 241	\$	- \$		- \$
8 857	8 857		-		-
254 488	254 488		-		-
-	-		-		929
11 729	13 429	(	1 700)		-
					1 038)
317 315 \$	319 015	\$ (	1 700) \$	(	109) \$
	42 241 \$ 8 857 254 488 - 11 729	Produits         Charges           42 241 \$ 42 241 8 857         48 857           254 488         254 488           -         -           11 729         13 429           -         -	Produits         Charges           42 241 \$ 42 241 \$ 8857           254 488         254 488           -         -           11 729         13 429           -         -           -         -	Produits         Charges         Total           42 241 \$ 42 241 \$ - \$ 8857	Produits         Charges         Total           42 241 \$

B - PRODUITS AUTONOMES	201	2015	
	Prévisions	Réalisation	Réalisation
Location de salle et matériel	1 000 \$	1 313 \$	1 200 \$
Commandites	5 000	6 000	5 000
Cotisation des membres	16 000	17 455	15 075
Inscriptions - formation et perfectionnement	13 500	16 885	12 899
Intérêts	1 710	807	594
Remboursements de déplacements	1 000	2 278	1 351
Vente de services	6 000	6 901	400
	44 210 \$	51 639 \$	36 519 \$



<b>ANNEXES C ET D - AUTRES RENSEIGNEMENTS</b> Exercice terminé le 31 mars	2016		2015	
C - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions	Réalisation	Réalisation	
Salaires et charges sociales Assemblée générale Assurances Cotisations et abonnements Entretien général Fournitures de bureau et impression Frais de déplacements et de représentation Frais bancaires Intérêts sur emprunt bancaire Location d'équipement Loyer Publicité et promotion Services contractuels Services professionnels Taxes et permis Télécommunications	183 621 \$ 1 000 1 386 500 1 000 4 100 7 000 1 050 200 4 500 22 000 - 3 250 4 700 2 251 6 500 243 058 \$	172 426 \$ 1 002 1 425 371 1 378 4 250 8 913 1 285 197 3 026 20 755 63 3 369 4 208 2 399 8 279 233 346 \$	182 700 \$ 2 763 1 386 1 319 1 625 5 261 11 254 803 186 4 706 20 449 - 4 165 4 629 2 173 5 969 249 388 \$	
D - MANDATS SPÉCIAUX  Autres projets Grands prix de la culture Formation Sorvices contractuels	512 \$ 6 500 3 488	3 225 \$ 7 502 527	- \$ 10 304 4 234	
Services contractuels	4 200 14 700 \$	4 261 15 515 \$	3 743 18 281 \$	

